

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2229

Artikel: En Suisse on n'a pas de Gilets jaunes, mais on peut aussi avoir des frustrations : quelques réflexions en voisins
Autor: Guyaz, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023338>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

En Suisse on n'a pas de Gilets jaunes, mais on peut aussi avoir des frustrations

Quelques réflexions en voisins

Jacques Guyaz - 06 décembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34096>

Le mouvement des Gilets jaunes a réussi une brillante opération de communication en adoptant comme signe de ralliement la tenue fluorescente que tous les automobilistes français ont l'obligation d'avoir dans leur voiture. Aucune agence de publicité n'aurait eu l'idée d'un coup pareil. Le slogan qui a émergé est lui aussi très inventif: «*Les élites pensent à la fin du monde et nous à la fin du mois.*»

Un tel mouvement peut-il émerger en Suisse? Sans doute pas. Les Gilets jaunes se sentent exclus des décisions politiques. Dans notre pays où quelques éleveurs réussissent à faire voter les citoyens sur les cornes des vaches et où le moindre projet d'éolienne ou de construction publique suscite un flot interminable d'oppositions, difficile de se sentir exclu.

Les Gilets jaunes vivent dans des régions marginalisées ou des zones périurbaines mal desservies. Les banques et le gouvernement français les ont encouragés à acheter de petits pavillons pas chers, loin des centres. Ils se retrouvent contraints de faire des dizaines de kilomètres en voiture pour le travail, les courses, les loisirs. Nous vivons dans un pays fédéraliste et où l'habitat

est relativement dense, avec des grandes villes à moins de 100 kilomètres les unes des autres, des petites régions dynamiques et le réseau de transport en commun le plus dense de la planète, avec celui du Japon.

Ajoutons que nos autorités n'ont pas poussé à l'utilisation du diesel à coup d'[avantages fiscaux](#) comme c'est le cas chez nos voisins, faute sans doute de constructeurs automobiles en Suisse. On peut comprendre que le citoyen français confronté à un retournement politique avec l'alignement progressif des taxes du diesel sur l'essence se sente totalement floué.

Alors oui, notre situation est très différente et nous n'aurons sûrement pas de Gilets jaunes. Mais nous avons aussi d'importantes leçons à tirer de cette éruption française. Les luttes contre le réchauffement climatique et pour l'environnement sont vues généralement comme un combat sympathique faisant l'unanimité, avec des Verts voulant certes aller trop vite, et avec des méchants un peu abstraits, les centrales à charbon, les marques qui faussent les résultats des tests de pollution des moteurs diesel, sans oublier Monsanto et quelques autres.

Les Gilets jaunes nous enseignent que les mesures envisagées pour la transition écologique peuvent faire l'objet d'un combat politique brutal, opposant deux catégories de la population et des revendications qui pourraient sembler totalement régressives: beaucoup de Gilets jaunes réclament au fond un retour aux anciens prix du diesel et un arrêt du durcissement des contrôles techniques. Si la récolte de signatures remplace avantageusement les émeutes, rien ne dit que nous ne vivrons pas en Suisse des combats aussi féroces et inattendus, sans doute différents - le contexte suisse est sans rapport avec la situation française - mais qui prendront aussi de court les «*élites*» helvétiques.

Les pages de nos journaux sont remplis d'articles sur la mobilité douce, les écoquartiers, le développement du vélo, les achats de proximité. Pendant ce temps, d'innombrables Suisses utilisent leur voiture pour faire des courses au supermarché le samedi; ils sont silencieux, car défendre la voiture semble aujourd'hui monstrueux.

Nos élus doivent prendre garde à ne pas laisser dans l'ombre et culpabiliser cette partie de la

population, à ne pas en faire des exclus, non pas économiques, mais politiques, qui ne se sentiraient plus représentés et qui, d'un seul coup, pourraient exploser.

C'est l'autre leçon des Gilets jaunes: attention, il n'y a pas que des couples qui roulent à vélo, conduisent les voitures Mobility, circulent en train et font leurs achats dans un

magasin bio près de chez eux. Le reste de la population, surtout les milieux modestes, doivent continuer à se sentir inclus pour que la Suisse ne se déchire pas.

Crises économiques et néolibéralisme (3 / 3): il y a dette et dette

Se préparer à une révolution copernicienne: redevenir interventionniste

Jean-Pierre Ghelfi - 07 décembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34101>

Quel analyste financier pourrait avoir l'idée saugrenue de donner une appréciation de l'état de santé d'une entreprise en n'examinant que le passif de son bilan, en particulier son endettement à court et long terme? On ne manquerait pas de lui objecter que l'examen doit aussi porter sur l'actif du bilan. L'évidence même.

Il convient en effet de prendre en considération l'état des créanciers, des crédits bancaires et des emprunts dont l'entreprise est débitrice. Mais ceux-ci doivent être mis en relation avec les postes de l'actif du bilan: débiteurs, parc de machines, équipements, bâtiments.

Pourquoi ne devrait-on pas procéder à l'identique lorsqu'il s'agit des corporations de droit public (voir aussi DP [2227](#) et [2228](#))? Pour elles, cependant, les critères habituellement retenus sont différents. Les analystes ne paraissent s'intéresser qu'au seul passif du bilan de l'Etat (Confédération, cantons et

communes).

Deux poids, deux mesures

Faire valoir l'idée qu'il y a deux poids deux mesures selon qu'il s'agit du secteur privé ou du secteur public n'est pas une mince affaire. La plupart des gens ont tellement pris l'habitude d'apprécier la situation financière d'une corporation de droit public sur la seule base de son endettement qu'ils ne peuvent s'empêcher de manifester leur surprise à l'idée que d'autres éléments devraient aussi être pris en compte.

A vrai dire, il est délicat d'adresser un reproche à quiconque. La seule comparaison de l'endettement avec le produit intérieur brut (PIB) est devenue une norme universellement utilisée. Elle a le grand avantage d'être aisée à calculer. Elle permet de comparer facilement les pays et d'établir des classements. On félicitera ceux qui sont les plus économes; ils pourront aisément emprunter à bon

compte. Et on grondera les plus dispendieux pour lesquels emprunter sera plus compliqué et plus coûteux.

Cette manière de faire est donc discutable puisqu'elle ne considère que l'endettement. Une comparaison plus objective doit inclure aussi l'actif. On dispose ainsi de deux pourcentages, [l'un entre dettes et PIB](#), [l'autre entre richesse financière et PIB](#). Ces éléments figurent dans le tableau ci-dessous, qui donne les chiffres pour 2017 (2016 pour la Suisse). Le signe négatif dans la seconde colonne signifie que le passif est supérieur à l'actif.

(En % du PIB)	Endettement	Richesse
Allemagne	71,5	- 36,4
Autriche	94,9	- 53,0
Etats-Unis	135,7	- 110,1
France	124,3	- 80,2
Italie	152,6	- 126,7
Norvège	42,8	308,4
Royaume-Uni	116,9	- 85,0
Suisse	42,5	- 0,3

Sans surprise, les Etats les plus endettés sont aussi ceux dont l'actif ne parvient pas à